

perts dont il parle? La question du prestige et du favoritisme politique n'existe-t-elle pas partout où il y a un gouvernement de parti?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: L'occasion n'a jamais été aussi propice qu'aujourd'hui. Je ne crois pas que vous puissiez trouver, dans toute l'histoire de notre civilisation, une époque où le gouvernement et le peuple aient senti plus profondément qu'à l'heure actuelle l'absolue nécessité d'abandonner radicalement les vieux rouages administratifs.

L'honorable M. BELCOURT: C'est une question qui relève des gouvernements plutôt que des commissions.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Naturellement, nous avons une étrange conception du gouvernement. Le gouvernement nous a été transmis par la tradition. Nous lui avons donné ce nom aux temps de l'aristocratie, alors que le souverain s'appropriait les revenus de la couronne sans se soucier de la voix du peuple. Le gouvernement, tel que nous le comprenons aujourd'hui, a été enlevé à un souverain autocrate et la voix du peuple a prévalu. Nous respectons l'autorité que le peuple lui a donnée et nous le regardons comme une Arche-d'Alliance à laquelle on ne doit pas toucher. Mais, après tout, ce n'est qu'une institution humaine; aussi humaine que toute autre institution, et je ne vois pas pourquoi des hommes d'affaires, non seulement en ce pays, mais dans n'importe quel pays, ne pourraient réorganiser leurs rouages administratifs. Nous employons encore les moyens archaïques du temps de la Confédération, bien que notre dette actuelle se chiffre à près de \$3,000,000,000 et que notre revenu atteigne à peine un demi-milliard de dollars. Lors de la Confédération, notre bill des subsides n'excédait pas \$20,000,000 et je doute fort que le revenu du pays excédât alors le même montant. Toutefois, bien que le temps ait fait son chemin, nous n'avons amélioré aucunement notre système d'administration. Depuis lors, la plus grande guerre de l'histoire a eu lieu, et a révolutionné toutes les institutions du monde civilisé. Cependant, nous continuons notre petit traintrain sans faire aucun effort pour y apporter quelque changement. Je dis que le temps est arrivé, où les hommes intelligents, non seulement au Canada, mais ailleurs, devraient appliquer à l'administration du gouvernement les mêmes méthodes qu'ils emploient dans les organisations commerciales auxquelles ils appartiennent.

L'honorable M. BELCOURT: Puis-je vous poser une question? Mon honorable ami fait remarquer—et je suis presque de son avis—que les dépenses du gouvernement actuel de-

vraient être soumises à l'enquête de commissions spéciales. Me permettra-t-il de lui signaler un cas très remarquable, dans lequel les résultats qu'il espère obtenir n'ont pas du tout été obtenus?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Mon honorable ami ne ferait-il pas mieux de prononcer un discours? Le sujet est digne de son attention, et j'espère que nous aurons le privilège de l'entendre exposer ses vues.

Nous avons déjà avoué la faiblesse de notre rouage administratif, quand nous avons institué la Commission des chemins de fer. Nous avons soustrait au ministère des chemins de fer, dont nous avons reconnu l'impuissance, l'administration de cette très importante utilité publique, l'Intercolonial. Nous en avons fait autant pour la Commission du grain. Nous avons consigné dans les Statuts notre incapacité de bien administrer l'immense récolte de blé de l'Ouest.

L'honorable M. BELCOURT: Puis-je faire observer que nous n'avons pu réussir à décider le gouvernement de suivre l'avis que les experts ont consigné dans leurs rapports? Prenez, par exemple, le chemin de fer de la baie d'Hudson et le creusage du canal Welland au profit des Américains.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Même le gouvernement actuel a institué une Commission afin de réprimer ces abus. Mes honorables amis ont donc la faculté de suivre les opérations de cette Commission.

L'honorable M. BELCOURT: La difficulté réside dans le fait que le gouvernement ne suivra pas ces recommandations.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Si le gouvernement se montre trop rebelle, qu'on le remplace. Et je me borne à dire que je connais un gouvernement qui suivra les recommandations formulées sur ce plan.

Je me proposais d'aborder beaucoup d'autres sujets, mais j'ai déjà retenu votre attention plus longtemps que je ne le désirais, et je conclus. Il est très agréable d'apprendre que le gouvernement s'intéresse à ce point aux multiples et importants problèmes esquissés dans le discours du trône, et c'est avec un très vif intérêt que nous attendrons la réalisation de ces projets. Je recommande à mon honorable ami le leader de la Chambre que le Sénat se mette sérieusement à l'œuvre dès les premiers mois de la session pour étudier à leur mérite les mesures promises. Toutes ces mesures revêtent un caractère national et concernant non seulement l'avenir du pays, mais la vie quotidienne de la population. J'exprime donc l'espoir que les nombreuses mesures énumérées dans le discours du trône,

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.